

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1926-1927

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SÉNAT

ABANDON DE FAMILLE. — Voir *Code pénal*.

ACCORDS ET ARRANGEMENTS. — Voir *Traités et Conventions*.

AÉRONAUTIQUE. — Projet de loi autorisant la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) à augmenter son capital et à modifier ses statuts. — Rapport de la Commission, par M. Volekaert (n° 216).

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voir *Travaux publics*.

APPELLATIONS D'ORIGINE. — Voir *Douanes et accises*.

ARMÉE. — Contingent pour 1927. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 19).

Acquisitions à faire par le Département de la Défense nationale en vue de la mobilisation de l'armée. — Projet de loi (n° 37). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier Behaghel de Bueren (n° 47).

Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers (n° 38). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier Behaghel de Bueren (n° 46).

Projet de loi sur les réquisitions militaires (n° 72). — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 96).

Suppression partielle des servitudes militaires dont sont frappées les propriétés voisines d'ouvrages fortifiés et dont le déclassement ne peut être envisagé. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 97).

ARMÉE. — Modification de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 98).

Projet de loi sur la conservation des signaux et repères qui servent à l'établissement de la carte du pays (n° 122). — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 129).

Modification des lois du 18 mars 1838 et du 6 mai 1888 sur l'organisation de l'Ecole militaire. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 128).

Projet de loi étendant aux fonctionnaires de la sûreté militaire de l'Armée d'occupation, l'application des lois coordonnées sur les pensions militaires (n° 138). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot (n° 165).

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir *Organisation judiciaire*.

ASSURANCES SOCIALES. — Proposition de loi instituant un Fonds national de la Mutualité, présentée par M. Jauniaux (n° 6).

Projet de loi rendant applicable jusqu'au 31 décembre 1927 les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 57 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par celle du 10 juin 1926 et relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. — Rapport de la Commission, par M. Solau (n° 24).

Projet de loi ayant pour objet d'accorder un complément de pension aux bénéficiaires de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920, modifiée par celle du 10 décembre 1924, par les lois spéciales relatives à la pension des ouvriers mineurs et de modifier certaines dispositions de la loi du 10 décembre 1924, organisant l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (n° 160). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen (n° 214).

BOIS ET FORÊTS. — Prorogation des lois autorisant le Gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. — Rapport de la Commission, par M. le baron van Zuylen (n° 18).

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1927. — Rapports de la Commission, par M. Cools (nos 15, 86). — (Un troisième rapport, par M. le baron Delvaux de Fenffe, a été lu en séance du 5 juillet.)

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1925 et antérieurs, à l'exercice 1926 et à l'exercice 1927 (n° 196). — Amendement proposé par M. Armand Huysmans (n° 197). — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 203).

BUDGETS. — Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, V). — Rapport de la Commission, par M. Digneffe (n° 52). — Amendements du Gouvernement (n° 53).

Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, VIII). — Rapport de la Commission, par M. Limage (n° 31). — Amendements du Gouvernement (nos 42, 43).

Budget des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, XVII). — Rapport de la Commission, par M. Fraiture (n° 124). — Amendements du Gouvernement (n° 130).

Projet de loi autorisant l'imputation sur les allocations budgétaires de 1926 et jusqu'à clôture définitive du Budget de cet exercice, des créances incombant à l'Etat du chef de l'exploitation des chemins de fer et restant à liquider au 1^{er} septembre 1926 ou devant être liquidées postérieurement à cette date. — Rapport de la Commission, par M. Hicguet (n° 194).

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1927 (dépenses métropolitaines) (n° 5, XI). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 115).

Budget de la Défense nationale pour l'exercice 1927 (n° 5, XII). — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 155).

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1927 (n° 5, II). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 65). — Amendement de M. Arm. Huysmans (n° 69).

Budget des Dotations pour l'exercice 1927 (n° 5, III). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen (n° 83).

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1927 (n° 5, XIII). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot (n° 110).

Budget des Finances pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, XIV). — Amendements du Gouvernement (n° 123). — Rapport de la Commission, par M. Van Overbergh (n° 134).

Budget de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, X). — Amendement du Gouvernement (nos 127, 133, 146). — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 131).

Budget de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, VI). — Amendements du Gouvernement (nos 35, 82, 84). — Rapport de la Commission, par M. Vinck (n° 70).

BUDGETS. — Budget de la Justice pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, IV). — Rapport de la Commission, par M. Tschoffen (n° 28). — Amendements du Gouvernement (nos 32, 33, 41).

Budget des Non-Valeurs et Remboursements pour l'exercice 1927. — Rapport de la Commission, par M. Cools (n° 158).

Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1927 (n° 5, XVI). — Rapport de la Commission, par M. Beauduin (n° 119).

Budget des Recettes et Dépenses pour l'Ordre pour l'exercice 1927 (n° 5, XVIII). — Rapport de la Commission, par M. Seeliger (n° 169).

Budget des Sciences et Arts pour l'exercice 1927, déposé par le Gouvernement (n° 5, VII). — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 107). — Amendements du Gouvernement (nos 114). — Amendements du Gouvernement, de MM. Lekeu et consorts, de M^{me} Spaak (n° 121).

Budget des Travaux publics pour l'exercice 1927, présenté par le Gouvernement (n° 5, IX). — Rapport de la Commission, par M. le baron Gillès de Pelichy (n° 30). — Amendements du Gouvernement (n° 34).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1927 et diverses dispositions relatives à la taxe sur les spectacles ou divertissements publics; à l'institution d'une taxe sur le montant des primes perçues par les assureurs agréés pour l'assurance contre les accidents du travail, etc.; à l'institution d'une taxe spéciale sur le montant brut des salaires payés par les industriels et commerçants (n° 5, I), — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 16).

CHEMINS DE FER. — Projet de loi relatif au rachat du chemin de fer de Spa à la frontière Grand-Ducale (n° 71). — Rapport de la Commission, par M. le vicomte G. Vilain XIII (n° 81).

CHEMINS DE FER VICINAUX. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver certaines modifications aux statuts de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux (n° 170). — Rapport de la Commission, par M. Hicguet (n° 189).

CODE CIVIL. — Revision de la législation exceptionnelle en matière de baux à loyer. — Texte amendé par la Chambre (n° 10). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier, et amendements (n° 11).

Modifications des dispositions du chapitre VI, titre V, du Livre I^{er} du Code civil: « Des droits et des devoirs respectifs des époux ». Texte adopté au premier vote (n° 51). — Rapport sur ce texte, par M. Braun et amendements de la Commission (n° 64).

CODE CIVIL. — Revision des articles au bail à ferme. — Projet de loi (n° 112). — Rapport de la Commission, par M. Mullie et amendements de la Commission (n° 168).

CODE PÉNAL. — Projet de loi complétant l'article 369*bis* (art. 57 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance) relatif à l'enlèvement d'enfant (n° 89). — Rapport de la Commission, par M. Asou (n° 118).

Projet de loi concernant l'abandon de famille, transmis par la Chambre (n° 161).

COLONIES. — Projet de loi complétant l'article 30 de la loi coloniale. — Rapport de la Commission par M. Leyniers, sur le texte amendé par la Chambre (n° 8).

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Projet de loi (n° 93). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 117).

Budget extraordinaire pour l'exercice 1927 (n° 190).

Budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926. — Projet de loi (n° 94). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 116).

Projet de loi approuvant une ordonnance du Gouverneur général du Congo belge, en date du 7 février 1927, ouvrant un crédit supplémentaire au Budget des Dépenses extraordinaires de la Colonie de l'exercice 1925, déposé par le Gouvernement (n° 147). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 167).

Projet de loi approuvant une ordonnance du Gouverneur général du Congo belge, en date du 30 juin 1926, réalisant un transfert de crédit au Budget des Dépenses extraordinaires de l'exercice 1925. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 166).

Projet de loi approuvant un arrêté royal du 12 juillet 1927 ouvrant des crédits supplémentaires au Budget des Dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1927 et ordonnant un transfert de crédit, présenté par le Gouvernement (n° 217).

COMMUNES. — Projet de loi relatif aux commis de carrière, employés, techniciens, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées. — Rapport de la Commission, par M. Carpentier, et amendements de la Commission (n° 44). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 200).

COMMUNES. — Projet de loi complétant les lois du 17 août 1920, 18 octobre 1921, 30 janvier et 16 décembre 1924, relatives aux traitements des secrétaires communaux, des commissaires de police et de leurs adjoints, ainsi que des gardes champêtres, transmis par la Chambre (n° 213).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voir *Organisation judiciaire*.

COUR DES COMPTES. — Projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 6 mars 1925 relatives aux traitements des membres de la Cour des Comptes. — Rapport de la Commission, par M. François (n° 120).

DOMAINE PUBLIC. — Projet de loi sur la location des biens ruraux de l'État et des Administrations publiques (n° 113). — Rapport de la Commission, par M. Limage et amendements de la Commission (n° 218).

DOUANES ET ACCISES. — Protection des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie. — Rapport de la Commission, par M. Digneffe (n° 14). — Amendement présenté par M. Liebaert (n° 22).

DROIT D'ENREGISTREMENT. — Voir *Impôts*.

DROITS DE JAUGEAGE. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à percevoir des droits du chef du jaugeage des navires de mer et de la délivrance des documents qui en sont la suite. — Rapport de la Commission, par M. Fraiture (n° 80).

ENFANCE. — Projet de loi répartissant les frais d'entretien de certains mineurs de justice, présenté par le Gouvernement (n° 20). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 55).

(Voir aussi *Code pénal*.)

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Péréquation des traitements d'attente des membres du personnel enseignant des écoles primaires communales et adoptées et des écoles gardiennes communales en disponibilité au 1^{er} juillet 1924. — Rapport de la Commission, par M. Weyler (n° 58).

Projet de loi modifiant la loi du 15 octobre 1921, relative aux Mieux-Doués (n° 145). — Rapport de la Commission, par M. Matagne (n° 149).

FINANCES PUBLIQUES. — Fiscalité provinciale et communale. (Prorogation des articles 1^{er}, 2 et 4, paragraphes 1^{er} à 3 et 5 et des articles 5 et 6 de la loi du 17 mars 1925 et modification de l'article 63 de la loi du 31 décembre 1925). — Rapport de la Commission, par M. Cools (n° 25).

FINANCES PUBLIQUES. — Fiscalité provinciale et communale. (Prorogation des articles 1^{er}, 2 et 4, paragraphes 1^{er} à 3 et 5, ainsi que des articles 5 et 6 de la loi du 17 mars 1925.) — Rapport de la Commission, par M. Cools (n^o 209).

FRAIS D'ENTRETIEN DE MINEURS. — Voir *Enfance*.

GUERRE DE 1914-1918. — Projet de loi relatif à la liquidation des titres au porteur sous séquestre (n^o 36). — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n^o 39).

Convention signée à Bruxelles, le 30 septembre 1926, entre la Belgique et la Hongrie, concernant le règlement des créances et réclamations belges contre le Gouvernement hongrois, résultant des sections III, IV, V, VI et VII de la partie X (Clauses économiques) du Traité de Trianon, du 4 juin 1920. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n^o 74).

Projet de loi autorisant l'État à assumer la charge du remboursement et du paiement de l'intérêt d'un emprunt à émettre par le Crédit communal de Belgique en vue de la mobilisation des titres 5 p. c. Dommages de guerre, délivrés aux villes et communes sinistrées. — Rapport de la Commission, par M. le baron Delvaux de Fenffe (n^o 90).

Projet de loi étendant aux titres au porteur des Sociétés congolaises l'application de la loi du 18 février 1927 relative à la liquidation des titres au porteur sous séquestre (n^o 137). — Rapport de la Commission, par M. Weyler (n^o 148).

Projet de loi accordant un dernier délai aux militaires ayant participé à la campagne de 1914-1918, pour faire valoir leurs droits à la pension d'invalidité prévue par les lois coordonnées sur les pensions militaires, présenté par le Gouvernement (n^o 142). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot et amendement de la Commission (n^o 164).

Projet de loi concernant les sépultures des militaires ex-ennemis inhumés en Belgique. — Rapport de la Commission, par M. le chevalier Behaeghel de Bueren (n^o 182).

Projet de loi relatif à l'exécution sur territoire belge des décisions des tribunaux arbitraux mixtes, institués par les Traités de paix entre la Belgique et les États ex-ennemis, présenté par le Gouvernement (n^o 193).

Projet de loi apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 19 août 1921, sur la réparation des dommages causés aux victimes civiles de la guerre (n^o 195). — (Le Rapport de la Commission, par M. Pierlot, a été lu en séance du 20 juillet).

HEURE DE FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — Voir *Police communale*.

HABITATIONS ET LOGEMENTS A BON MARCHÉ. — Projet de loi autorisant la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché à émettre un emprunt au capital nominal de 110 millions de francs en vue de la réalisation de son objet (n° 181). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoén (n° 184).

Projet de loi encourageant la construction de nouvelles habitations par la remise temporaire de la contribution foncière, transmis par la Chambre (n° 183).

IMPOTS. — Modification des droits proportionnels de consommation sur les cigares et les cigarillos. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Moffarts (n° 26). — Amendements proposés par M. le baron de Moffarts (n° 27).

Projet de loi modifiant la supertaxe (n° 101). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoén (n° 105).

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les sociétés et firmes coloniales, la législation relative aux impôts sur les revenus (n° 104). — Rapport de la Commission, par M. Volckaert (n° 141).

Projet de loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe (n° 139). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot (n° 159).

Projet de loi modifiant le régime fiscal des véhicules à moteur (n° 171). — Rapport de la Commission, par M. le baron Delvaux de Fenffe (n° 198).

Projet de loi modifiant la législation en matière de taxe sur les spectacles ou divertissements publics (n° 185). — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 205).

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement et de transcription et sur les impôts sur les revenus en matière de fusion de sociétés (n° 186). — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 204).

(Voir aussi *Budget des Voies et Moyens*).

INSTALLATIONS MARITIMES. — Voir *Travaux publics*.

LISTE CIVILE. — Projet de loi fixant la liste civile (pour la durée du règne du Roi Albert à 9,500,000 francs). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot (n° 202).

LLOYD ROYAL BELGE. — Voir *Sociétés*.

LOCATION DES BIENS RURAUX DE L'ÉTAT. — Voir *Domaine public*.

MARCHANDISES. — Prorogation de la loi du 25 janvier 1923, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. — Rapport de la Commission, par M. Mullie (n° 23).

MARINE. — Projet de loi portant revision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, présenté par le Gouvernement. — Amendements présentés par le Gouvernement (nos 56 et 151). — Rapport de la Commission, par M. Ligy et amendements du Gouvernement (n° 153).

Projet de loi portant réglementation du contrat d'engagement maritime, présenté par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Dens (n° 126).

(Voir aussi *Droits de jaugeage, Traités et conventions, Travail*.)

MINES. — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille, amendé par la Chambre (n° 212). — (Le Rapport de la Commission, par M. Rutten, a été lu en séance du 20 juillet.)

MONNAIES. — Projet de loi augmentant le contingent des jetons-bons monétaires de 1 franc, de 2 francs et de 50 centimes à émettre par le Trésor. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 207).

MUTUALITÉS. — Voir *Assurances sociales*.

NATURALISATION. — Projet de loi concernant le mode de publication des actes de naturalisation, présenté par le Gouvernement (n° 7). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 12).

Rapports de la Commission sur des demandes de grande naturalisation et de naturalisation ordinaire (143).

NAVIGATION AÉRIENNE. — Voir *Aéronautique, Traités et Conventions*.

NOTARIAT. — Projet de loi modifiant la compétence territoriale des notaires (n° 87). — Rapport de la Commission, par M. Du Bost (n° 88).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi portant réduction du personnel des Cours et tribunaux, présenté par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Pirard, amendements de la Commission et note du Comité permanent du Conseil de Législation (n° 13).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi relatif aux listes des jurés pour l'année 1927. — Rapport de la Commission, par M. Meyers (n° 17).

Projet de loi complétant la loi du 20 juillet 1926 sur la surséance à certaines nominations judiciaires, présenté par le Gouvernement (n° 21). — Rapport de la Commission, par M. Pirard (n° 29).

Projet de loi revisant l'article 10 de la loi du 31 juillet 1920 et les articles 26 et 78 de la loi du 18 juin 1869 en ce qui regarde les greffiers à titre personnel (n° 54). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 111).

Projet de loi réglant l'entrée en vigueur de la loi organique des Conseils de prud'hommes (n° 59). — Rapport de la Commission, par M. Van Roosbroeck (n° 99).

Projet de loi supprimant certains Conseils de prud'hommes, modifiant le ressort de certains autres et établissant un Conseil de prud'hommes à Hasselt, présenté par le Gouvernement (n° 79). — Amendements du Gouvernement (nos 85 et 95). — Rapport de la Commission, par M. Van Roosbroeck et amendements de la Commission (n° 100). — Amendement du Gouvernement (n° 106). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 136). — Rapport de la Commission, par M. Solau (n° 144).

Proposition de loi modifiant les lois relatives à l'augmentation des traitements de la magistrature en ce qui concerne les juges de paix, présentée par M. Magnette (n° 91). — Rapport de la Commission par M. Braun (n° 150).

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite, amendé par la Chambre. — Rapport de la Commission, par M. Deswarte et amendements de la Commission (n° 132).

Projet de loi augmentant le nombre des vice-présidents et des juges au tribunal de commerce de Bruxelles (n° 140). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 152).

Projet de loi prorogeant les lois temporaires des 25 octobre 1919 et 20 juillet 1926, présenté par le Gouvernement (n° 154). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 163).

Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, présenté par le Gouvernement. — Rapport de la Commission, par M. Ligy et amendements de la Commission (n° 156). — Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, amendé par la Chambre (n° 208). — (Le Rapport de la Commission, par M. Ligy, a été lu en séance du 19 juillet.)

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi relatif aux listes de jurés pour l'exercice 1928, présenté par le Gouvernement (n° 192).

PÊCHE MARITIME. — Voir *Marine*.

PENSIONS. — Projet de loi relevant la pension viagère accordée à M^{lle} Marguerite Leman par la loi du 16 mars 1921. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 102).

PENSIONS DE VIEILLESSE. — Voir *Assurances sociales*.

PÉTITIONS sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton n° 1 (n° 57).

POLICE COMMUNALE. — Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux du 24 juillet et du 22 octobre 1926, pris en exécution de la loi du 16 juillet 1926, fixant l'heure de la fermeture des établissements publics, présentée par M. Arm. Huysmans (n° 191). — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 211).

PROCÉDURE GRATUITE. — Voir *Organisation judiciaire*.

PROTECTION DES ANIMAUX. — Amendements de M. Rutten et de M. Magnette aux propositions de loi y relatives (n° 9).

SOCIÉTÉS. — Réorganisation de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge ». — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen (n° 215).

TAXES. — Voir *Budget des Voies et Moyens, Impôts*.

TERRITOIRE. — Agrandissement de la ville de Gand. — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 45).

Projet de loi portant érection de la commune de Loth (n° 60). — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 67).

Annexion à Hal et à Buysinghen d'une partie du territoire de Leeuw-Saint-Pierre. — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 66).

TITRES AU PORTEUR SOUS SÉQUESTRE. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

TRAITEMENTS. — Projet de loi modifiant les lois du 6 mars 1925 et du 14 janvier 1927 relatives à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État et des instituteurs (n° 103). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 125).

(Voir *Communes, Enseignement primaire, Organisation judiciaire*.)

- TRAITÉS ET CONVENTIONS.** — Traité de commerce et de navigation conclu à Bruxelles, le 28 septembre 1926, entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et l'Esthonie. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte A. Vilain XIII (n° 61).
- Traité de commerce et de navigation conclu à Guatemala, le 7 novembre 1924, entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et le Guatemala. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte A. Vilain XIII (n° 62).
- Protocole additionnel au Traité de commerce du 28 décembre 1925, conclu à Prague le 30 août 1926, entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et la République Tchèqueoslovaque. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte A. Vilain XIII (n° 63).
- Traité d'amitié, d'établissement et de commerce conclu entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et la Siam et signé à Bangkok le 13 juillet 1926. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 73).
- Traité de commerce et de navigation conclu à Bruxelles, le 16 décembre 1926, entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 75).
- Protocole additionnel au Traité de commerce du 14 décembre 1923, conclu à Vienne le 7 juillet 1926, entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et l'Autriche. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 76).
- Convention concernant le trafic frontalier conclue à Aix-la-Chapelle, le 15 juillet 1926, entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et l'Allemagne. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte A. Vilain XIII (n° 78).
- Diverses Conventions conclues à Barcelone, en mars-avril 1921, et à Genève, en novembre-décembre 1923, sur la liberté des communications et du transit. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 77).
- Convention entre la Belgique et l'Allemagne au sujet de la navigation aérienne. — Rapport de la Commission, par M. Volckaert (n° 135).
- Arrangement international pour la création à Paris d'un Office international des Épidémiologies. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte A. Vilain XIII (n° 172).
- Convention conclue à Washington, le 9 décembre 1925, entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique et relative à la répression de la contrebande des boissons alcooliques près des côtes des États-Unis. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte A. Vilain XIII (n° 173).

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et la Suisse. — Rapport de la Commission, par M. Polet (n° 174).

Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Belgique et la Suède. — Rapport de la Commission, par M. Polet (n° 175).

Projets de Conventions élaborés à Genève par la Conférence internationale du Travail et concernant respectivement la répartition des dommages causés par les maladies professionnelles, la réparation des accidents du travail et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail. — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 176).

Convention relative à l'esclavage et au travail forcé, signée à Genève le 25 septembre 1926. — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 177).

Traité du Travail conclu entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, le 20 octobre 1926. — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 178).

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Belgique et le Danemark. — Rapport de la Commission, par M. Polet (n° 179).

Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Belgique et la Finlande. — Rapport de la Commission, par M. Polet (n° 180).

Projets de convention concernant le contrat d'engagement des marins et le rapatriement des marins, adoptés par la Conférence internationale du Travail (Neuvième session, Genève, 1926). — Rapport de la Commission, par M. Volckaert (n° 187).

Convention relative aux stupéfiants adoptée à Genève, le 19 février 1925, par la deuxième Conférence de l'opium. — Rapport de la Commission, par M. Volckaert (n° 188).

Convention conclue le 21 mai 1927 entre la Belgique et la France, ayant pour objet de garantir à leurs nationaux travaillant dans les mines françaises ou belges du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays. — (Le rapport de la Commission, par M. Van Belle, a été lu en séance du 20 juillet.)

(Voir aussi *Guerre de 1914-1918*).

TRAMWAYS. — Unification des concessions des lignes de tramways exploitées par la « Société anonyme des Tramways Est-Ouest de Liège et Extensions », ainsi que par la « Société anonyme des Tramways Liégeois ». — Rapport de la Commission, par M. le baron de Moffarts (n° 40).

TRAMWAYS. — Établissement d'un régime définitif d'exploitation des réseaux de tramways concédés à la « Société anonyme des Tramways Verviétois ». — Rapport de la Commission, par M. le baron de Steenhault (n° 206).

TRAVAIL. — Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'ateliers. — Rapport de la Commission, par M. Rutten (n° 48).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires des ouvriers. — Rapport de la Commission, par M. Rutten et amendements de la Commission (n° 49).

Proposition de loi portant modification à la loi du 2 juillet 1899 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales. — Rapport de la Commission, par M. Rutten et amendements de la Commission (n° 50).

Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, présenté par le Gouvernement (n° 68). — Rapport de la Commission, par M. Rutten et amendements (n° 108). — Amendement du Gouvernement (n° 199). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 109). — (Le rapport de la Commission, par M. Rutten, a été lu en séance du 20 juillet.)

Projet de loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, présenté par le Gouvernement (n° 201).

Projet de loi modifiant les articles 2 et 14 de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales (n° 210). — (Le rapport de la Commission, par M. Solau, a été lu en séance du 20 juillet.)

(Voir aussi *Traités et Conventions.*)

TRAVAUX PUBLICS. — Projet de loi tendant à l'insertion, dans les cahiers des charges des entreprises de l'État, d'une clause relative à l'octroi des allocations familiales (n° 162). — Rapport de la Commission, par M. Rutten et amendements (n° 219).

Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver le plan arrêté par la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles en vue de la création d'un avant-port. — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 92).

Convention conclue le 9 mai 1927 entre l'État et la ville d'Anvers pour l'extension des installations maritimes de celle-ci. — Rapport de la Commission, par M. Cools (n° 157).